

ANNE PITOISSET & CLAUDINE WÉRY

AVEC CHRISTIAN

KAREMBEU

KANAK


DONQUICHOTTE

Extrait de la publication

Christian Karembeu,
Kanak

Anne Pitoiset, Claudine Wéry
Avec Christian Karembeu

Christian Karembeu, Kanak

Don Quichotte éditions

www.donquichotte-editions.com

© Don Quichotte éditions, une marque des éditions du Seuil, 2011.

ISBN : 978-2-35949-029-9

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

PRÉFACE

Récemment, je suis allé à Wedrumel, la tribu où j'ai passé une partie de mon enfance. C'était la première fois depuis trente ans que je retournais à cet endroit, où mon père et moi avions autrefois planté des arbres : ils avaient à ce point grandi que je ne les reconnaissais plus. Les feuilles, d'un vert éclatant, avaient pris une ampleur insoupçonnée, nourries toutes ces années par leurs racines ancrées dans la terre. J'ai eu l'impression qu'ils me racontaient mon histoire.

J'ai vécu dans un décor insulaire et tribal, à dix-huit mille kilomètres de la France – cette France dont nous, les Kanak, étions citoyens depuis la Seconde Guerre mondiale et que nous appelions la « métropole ». Ma famille habitait une case traditionnelle où nous dormions sans réellement y vivre car le climat généreux nous poussait au dehors la majeure partie de la journée, y compris pour les repas. Chez nous, il n'y avait pas de cloison pour dormir – les enfants d'un côté et les parents de l'autre. Je ne songeais pas à avoir une chambre à moi, toute la nature était là, qui m'appartenait.

Il n'y avait pas de terrain de football ni de gazon bien peigné, mais une végétation luxuriante dans laquelle nous puisions la plupart de nos jeux. Enfants, mes amis et moi poursuivions les sauterelles avec un

bâton décoré d'une toile d'araignée ou d'un fruit collant, et nous allions chercher, en enfonçant des tiges d'herbe dans la terre, les larves de fourmi jusqu'au fond de leur trou. Quand nous étions lassés de déterrer les pauvres insectes, nous nous jetions dans la rivière, attrapions chacun un roseau bien solide, et nous changions en sous-marins pour de mémorables parties de cache-cache. Des deux mains, nous touillions vigoureusement la vase amassée au fond : elle remontait alors dans un tourbillon d'eau sombre, et nous protégeait comme un voile des regards de nos adversaires. Je prenais ces jeux très à cœur car perdre m'était insupportable : si par hasard je n'emportais pas la partie, la plus innocente partie de billes pouvait dégénérer en bagarre.

Nous n'avions pas de ballon, jouer au football impliquait d'en fabriquer un avec ce que la nature nous donnait d'outils : un savant mélange de feuillage et de toiles d'araignée nous permettait cependant la confection d'une honnête balle et donnait lieu à de superbes matchs. Coupés en deux demi-disques égaux et ingénieusement ajustés autour d'une longue tige de bois, les énormes pamplemousses devenaient quant à eux les roues d'une voiture de course.

Petit, j'aidais également aux tâches du quotidien : nous étions tout de même douze enfants. Chacun devait y mettre du sien pour que la maison tourne ! Mon père, qui était instituteur, entretenait un potager autour de son école. Quand je n'étais pas occupé à chercher du bois, à prendre l'eau au puits ou à nourrir les poules et les cochons, je l'aidais à déterrer les ignames, les patates douces, et bien sûr à cueillir les pamplemousses ; ou bien je me levais à l'aube pour ramasser les escargots sauvages qui avaient le mauvais goût, non seulement de dévorer nos récoltes, mais

d'offrir une chair si dure qu'on ne pouvait la mastiquer, encore moins la digérer.

Nous n'achetions rien et vivions chichement, en fonction de nos seuls besoins, nous nourrissant souvent de riz et de sardines. Ce qui touchait à notre consommation personnelle était soit cultivé, soit fabriqué de nos mains : nous avions tout, mais rien ne nous était jamais donné d'avance, il fallait travailler, pétrir, soigner, ce qui rendait d'autant plus goûteux le fruit du labeur et transformait le labeur lui-même en une satisfaction. Vivre dans ces conditions m'a appris à ne pas considérer le travail comme une corvée, mais plutôt comme un plaisir à part entière. J'ai des souvenirs merveilleux de dimanches chez mes oncles, à cultiver avec eux les champs d'ignames et de taros... Ou du gros pain rond en forme de marmite, qui était pétri par le seul boulanger de Lifou, et que nous conservions un à deux mois sans en gaspiller une miette.

Jusqu'à mes neuf ans, mon univers s'arrêtait au rivage de Lifou. La Nouvelle-Calédonie dans son entier m'était un monde inconnu. Que dire alors de la France, si lointaine et abstraite ! Lorsque toute notre famille, au gré d'une mutation de mon père, a quitté son île pour la Grande Terre, j'ai rencontré des enfants issus de diverses tribus, dont chacun connaissait une langue régionale différente. J'ai appris qu'il y en avait vingt-huit au total. Pourquoi, alors, étions-nous tenus de parler uniquement le français sur les bancs de l'école ? Il n'y avait personne autour de nous pour répondre à cette question, qui ressemblait à un sujet tabou. Obéissants, mes camarades et moi ravalions notre curiosité, dessinions docilement des drapeaux français, bleu, blanc, rouge, sur nos cahiers d'écoliers, et découvriions, en classe, le passé et la géographie d'un pays lointain qui ne ressemblait guère au nôtre et

portait le nom de « métropole ». Dans nos manuels scolaires, un quart de page seulement était réservé à la Nouvelle-Calédonie.

Une année heureusement, l'un de mes professeurs de collège a pris l'initiative – et le risque – de nous enseigner l'histoire de notre peuple malgré les directives de l'Éducation nationale, et de nous éveiller aux problèmes de la colonisation. C'était le début des années quatre-vingts et des événements houleux se profilaient dans l'archipel.

Déjà, lorsque nous vivions à Lifou et que Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République française, était venu visiter l'île, les écoliers avaient dû lui faire une haie d'honneur. Sur dix à quinze kilomètres, nous avons marché de nos petites jambes en portant le fameux drapeau bleu, blanc, rouge. En marge du cortège, des clameurs étaient montées de la foule : ça criait « À la mer ! ». Prêtant l'oreille ou tournant la tête, j'avais reconnu ce jour-là des oncles et des cousins. Les choses sont demeurées floues à mon esprit, je n'ai pas compris leur réaction à l'époque, mais elle s'est logée dans un coin de ma tête parmi les mystères à élucider tôt ou tard. J'ai su bientôt que l'un des oncles en question était militant des Foulards rouges et comptait parmi les indépendantistes virulents. À la maison, nous n'avions pas le droit de parler de lui. Les Kanak sont un peuple de labeur pour qui le silence et l'humilité sont les vertus reines. Je devais le respect à mon père et à ma mère, ce qui impliquait de ne pas leur poser de questions malvenues. Mais l'aura trouble que dégageait cet oncle – poète accessoirement – forçait mon admiration : je voulais être comme lui. Il connaissait la métropole, avait fait des études à l'École normale des instituteurs, mais il avait été tenu, en tant que petit dernier de sa fratrie, de revenir en Nouvelle-Calédonie pour s'occuper de sa mère et ne

pas s'éloigner des terres. Il avait un magnétoscope qui attirait chez lui par grappes toute la marmaille des environs, moi en tête... Contrairement à mes autres oncles, qui travaillaient la terre, il avait un statut à part, mais il prenait garde devant nous à taire son engagement politique.

Mes camarades et moi n'avions pas besoin de connaître en détail le climat politique de l'archipel pour comprendre confusément qu'une lutte d'importance se dessinait entre le colonisé et son colonisateur. Tous les chemins semblaient mener à l'indépendantisme, notamment par l'entremise de Monique Tjibaou, de la famille de Jean-Marie, qui était dans notre classe. Les Cubains nous fascinaient, comme les Afghans, et nous étions naturellement attirés par ces petits peuples capables de résister à une grande puissance. Nous dessinions parfois le profil d'Ataï, héros décapité de la toute première résistance kanak à l'occupant français. Et nous écrivions son nom à l'envers (Iata), pour plus de discrétion. J'avais quatorze ans quand le Front de libération nationale kanak socialiste a organisé le boycott des élections territoriales, qui a marqué le début des « événements ». Nous étions en 1984, j'avais dans l'adolescence et je découvrais les injustices, petites ou grandes, inhérentes au statut des Kanak.

Paradoxalement, ces injustices m'ont frappé lorsque je suis arrivé en France. J'avais dix-sept ans et j'étais devenu un footballeur doué. Moi qui connaissais par cœur ma « Marseillaise », j'ai alors découvert avec stupeur que la réciprocité n'était pas vraie : personne ne connaissait mes origines. Mes interlocuteurs posaient toujours les mêmes questions : est-ce que je venais d'Afrique ? De Nouvelle-Calédonie ? C'est bien dans les Antilles, çà, la Nouvelle-Calédonie ? Pour la plupart des gens, j'arrivais tout droit des « îles » ; peu importe

que ces îles soient parfois à des milliers de kilomètres les unes des autres et qu'elles n'aient rien à voir entre elles. Quant à la culture kanak, elle était quasiment ignorée de tous. Il y avait manifestement un manque, qui explique pourquoi j'ai toujours refusé de chanter la « Marseillaise » lors des matchs internationaux. On me l'a vivement reproché, m'accusant d'être anti-Français. Or ce refus n'était rien d'autre qu'une réaction logique de ma part : pourquoi devrais-je épouser les symboles de la nation française quand la nation française ignore le peuple kanak ? En 1931, lors de l'Exposition coloniale du Jardin d'Acclimatation, des émissaires français sont allés chercher jusqu'en Nouvelle-Calédonie des « spécimens » kanak. Mon arrière-grand-père était du voyage. Pendant plusieurs semaines, il a été exposé aux yeux des Parisiens, qui venaient l'admirer comme un animal. Beaucoup de Français savent-ils cette histoire, qui est demeurée un tabou au sein des familles kanak ? S'ils la connaissaient, s'attendraient-ils encore à ce que je chante la « Marseillaise » ? Je ne le pense pas.

Un long chemin reste à parcourir pour la reconnaissance des peuples colonisés ou anciens colonisés.

On a cru, en 1998, que cette reconnaissance pouvait passer par le foot, et le foot seulement, mais c'était une erreur : s'il est un vecteur d'insertion, il ne résout pas tout. Chacun d'entre nous se souvient de la vague d'enthousiasme créée par la victoire d'une France « Blacks-Blancs-Beurs » à la Coupe du monde, et des répercussions sociales qu'elle semblait annoncer. Quatre ans plus tard, Jean-Marie Le Pen était au second tour de l'élection présidentielle ; douze ans plus tard, on expulse les Roms et le gouvernement prône le retrait de la nationalité pour certains délinquants. Cela prouve que quelque chose n'a pas fonctionné, qu'on a laissé faner un espoir. L'esprit de partage dont témoi-

gnait la victoire de 1998 aurait dû être cultivé aussi bien dans la société que sur le terrain. Rien n'a suivi.

Le foot est révélateur des maux d'un pays. C'est peut-être la raison pour laquelle il va si mal aujourd'hui. Quand je suis arrivé en France en 1988, je me suis retrouvé entre les mains d'une génération de coachs parmi lesquels figuraient beaucoup de sages. Moi, je ne voulais pas être une star, seulement jouer dans un stade. Peut-être que nos jeunes footballeurs prennent le problème à l'envers, eux qui sont élevés au rang de stars ou réclament d'être considérés comme telles avant même d'entrer sur la pelouse et de connaître les règles du sport qu'ils pratiquent.

Je me rappellerai toujours mes premiers pas sur le terrain : je courais dans toutes les directions sans jamais m'arrêter. On m'appelait « le cheval fou » ! C'est grâce à mes entraîneurs que j'ai appris l'extrême discipline du football. Avec eux j'ai compris qu'il ne suffisait pas d'être doué et de galoper après la balle pour être un joueur. Il y avait des règles, et des coéquipiers judicieusement placés sur le terrain. Chacun était à son poste et œuvrait pour la réussite du groupe. Aujourd'hui, Laurent Blanc peut aider l'équipe de France à retrouver cette logique-là. Il a été à bonne école. Lorsque nous préparions la Coupe du monde, Aimé Jacquet subissait des attaques insensées de la part de *L'Équipe*, bible sportive de la presse française. Il y avait de quoi être déstabilisé, pourtant nous restions soudés face à ces pressions. Aimé Jacquet n'y faisait pas allusion, se contentant de nous répéter : « Ne vous en occupez pas. Faites ce que vous avez à faire. » En coach intelligent, il se devait de tout savoir et lisait bien sûr les articles concernant l'équipe de France. Mais il gardait ses sentiments pour lui et nous poussait à travailler dur, envers et contre tout. Avec des

entraîneurs de sa trempe, le football pouvait devenir un véritable outil d'insertion. Depuis, malheureusement, la fameuse génération « Blacks-Blancs-Beurs » est devenue un terrain en friche : elle n'a pas été approfondie, ni même cultivée – a-t-elle seulement existé ailleurs que dans l'exaltation de la victoire ? Cultiver seulement le triomphe, ce n'est pas suffisant, et c'est très déstabilisant pour les joueurs en cas d'échec. Le travail de groupe et l'unité d'une équipe passent après le simple désir de gagner. C'est ça, l'esprit de 1998 : insuffler au groupe une certaine philosophie qui permette à ses membres de grandir ensemble.

Au fond, le sport a une dimension politique. Moi, il m'a permis de découvrir et conquérir le monde, mais à l'inverse des conquistadors. J'ai quitté grâce à lui ma terre natale, et le fait d'être un athlète de haut niveau m'a appris à m'adapter en de multiples circonstances et de me sentir partout citoyen. Au point d'épouser une Slovaque et de me fondre sans problème dans la population de son pays ! À mon arrivée au centre de formation de Nantes en 1988, la rupture avec la coutume kanak et l'éloignement géographique auraient pu avoir sur moi des conséquences terribles. Ça n'a pas été le cas : ma chance a été d'avoir une éducation solide et de vivre auprès de ma famille jusqu'à la fin de mon adolescence.

Car je n'ai pas besoin d'être en Nouvelle-Calédonie pour continuer de vivre en Kanak ; et lorsque j'y retourne, je redeviens là-bas un Kanak comme un autre, soumis à la hiérarchie du clan et tenu de respecter ses aînés.

Avec le recul de l'expérience, je vois d'un nouvel œil la situation de l'archipel et la façon dont on peut améliorer la vie là-bas. Depuis les accords de Matignon, signés en 1988, l'heure est à la réconciliation entre les

« Caldoches » et les Kanak, mais bien des choses restent cependant à accomplir. La Nouvelle-Calédonie a la chance de ne connaître ni guerre ni famine. Pourtant les Kanak peinent encore à devenir acteurs de l'économie du pays : dans un archipel où les monopoles mettent en danger l'économie locale, l'asservissement colonial a de beaux restes, si bien qu'ils ont besoin de fournir beaucoup plus d'efforts pour accéder aux diplômes et aux postes. Et puis ils doivent s'adapter à un rythme occidental qui n'est pas le leur, celui de la capitalisation et du plan épargne-logement. Ce mode d'épargne, virtuel, est incompréhensible pour un Kanak. On voit ainsi fleurir des cases autour de Nouméa, sortes de squats où vivent les travailleurs qui n'ont pas de quoi se payer un loyer ; tandis que dans les villages perdurent des hiérarchies claniques, non soumises à l'économie monétaire, hermétiques à l'écrit et au savoir théorique. Deux mondes sont en train de se confronter et beaucoup de Kanak, qui vont et viennent de la tribu au milieu urbain, peinent à trouver leurs repères. Ils sont naturellement les premiers à souffrir des méfaits de l'alcool, du tabac, du diabète et du cannabis.

La question n'est plus de savoir si l'héritage de la colonisation est positif, mais comment vivre avec. Une communauté peut construire quelque chose de fort si seulement elle connaît et comprend son histoire : celle des grandes familles installées là volontairement ; celle des bagnards ; celles des travailleurs engagés asiatiques mais aussi des Algériens déportés ; celle des Kanak enfin. Tous ces citoyens sont des Néo-Calédoniens à part entière, qui doivent apprendre à vivre ensemble malgré un passé houleux. Pour certains, cela consiste à retrouver une entente écornée par la prise d'otages de la grotte d'Ouvéa. Je me souviens encore qu'en 1988, les relations entre les gendarmes et

la population étaient souvent placées sous le sceau de la bonne humeur. Certains venaient de temps en temps dans les tribus, manger le taro et les ignames. Mais lorsqu'une communauté est asservie par une autre, le conflit finit toujours par prendre le dessus.

Aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie a un hymne et une devise, ce qui constitue un premier pas vers son indépendance. En 2014, elle décidera par référendum de s'émanciper ou bien de rester dans le giron de la France. Comme je ne vis plus dans l'archipel depuis des années, je ne serai pas autorisé à voter et à donner mon sentiment sur ses rapports avec la métropole. Je tiens simplement à attirer l'attention sur notre devise : « Terre de parole, terre de partage », et à mettre l'accent sur le fait que ce « partage » ne doit pas concerner que les insulaires. Pour illustrer ce propos, j'aimerais vous raconter une histoire. Entre 1973 et 1995, le gouvernement français a dévasté l'atoll de Mururoa par des essais nucléaires, sans prendre garde aux conséquences de la radioactivité sur la faune et la flore marines, et sur les populations de pêcheurs des îles de la région – dont la Nouvelle-Calédonie fait partie. Qu'ont eu les populations en retour de ce « service » bien involontairement rendu au développement de la force militaire française et de ce qu'elle représente aux yeux du monde ? Rien, à part la maladie et la mort, que le temps révélera chaque jour un peu plus. À l'avenir, que la France demeure ou non liée à la Nouvelle-Calédonie, elle doit savoir qu'elle a envers sa population des dettes et des devoirs fondamentaux, qui impliquent de ne pas l'exploiter, et de respecter son espace de vie.

Car, comme dit une légende kanak, il ne faut pas remuer l'eau qui dort.

Christian Karembeu

« LE FOOT, CE N'EST PAS UN MÉTIER »

LES DERNIÈRES MARCHES de la passerelle paraissaient si hautes, infranchissables... Le jeune Kanak¹ avait tant désiré ce départ, il en avait tant rêvé qu'il ne voulait pas céder à l'émotion qui l'étreignait. Il ne partait pas seul, il savait que l'esprit de ses ancêtres l'accompagnait et veillerait sur lui, tout au long du voyage. Alors il ravala ses larmes et redressa la tête. Surtout, il ne regarda pas derrière lui. Déjà la porte du DC10 d'UTA se refermait, il n'était plus temps de revenir en arrière.

En ce début d'été austral, un ciel bleu et limpide auréolait les montagnes et le lagon qui enserraient l'aéroport international de Nouvelle-Calédonie. Bientôt viendrait le temps des vacances scolaires et Christian songeait à la vie insouciante qu'il abandonnait. Dans son sac de sport, il avait jeté à la hâte des tee-shirts, un short, la paire de Puma offerte par son père, des coquillages et un manou. Ce coupon d'étoffe lui avait été solennellement remis par les anciens de son clan, lors d'une cérémonie traditionnelle, afin qu'il n'oublie jamais sa culture. Karembeu « l'homme en colère » – en xârâcùù, l'une

1. L'orthographe adoptée est celle proposée par l'Agence de développement de la culture kanak (ADCK). Kanak est un nom invariable en genre et en nombre.

des vingt-huit langues kanak – se sentait fort, comme investi d’une mission. Porté par la fougue de ses dix-sept ans et les espoirs placés en lui par son père et ses entraîneurs, Christian avait envie de bien faire pour ne pas décevoir.

Convaincu d’avoir fait le bon choix, il s’endormit malgré l’inconfort de l’avion à bord duquel, en ce mois d’octobre 1988, il allait passer presque deux jours. Pour rejoindre Paris depuis la Nouvelle-Calédonie, cet archipel isolé dans le Pacifique sud, il fallait faire escale à Sydney, Singapour, Djakarta et New Delhi.

Derrière la large baie vitrée de l’aérogare, Hudrenie, elle, était inconsolable. Le cœur lourd, elle regardait l’aéronef s’envoler vers un pays qu’elle n’avait jamais vu qu’en cartes postales ou à la télévision. Lali était le plus serviable de ses nombreux enfants. Toujours prêt à donner un coup de main aux champs comme à la maison, il semblait ne jamais se fatiguer. Au contraire, il voyait dans chaque corvée l’occasion de prouver qu’il était le plus fort et le plus rapide. Pour aller chercher le pain, il piquait un sprint. Pour alimenter le feu, il portait sur son dos d’énormes fagots de bois. De sa mère, il n’attendait rien en retour, car jamais les tâches qu’elle lui confiait ne lui pesaient. Obligeant à la maison, Lali se montrait en revanche plus coriace en compétition. L’enfant, solide et impétueux, n’aimait pas perdre. Il devenait bagarreur dès qu’il se sentait dominé et ne craignait pas de faire le coup-de-poing, même avec les plus grands.

Ces derniers mois, Hudrenie avait résisté autant que possible aux supplications de son fils, qui s’était mis en tête de marcher sur les traces de Michel Platini. « Les études d’abord, le sport ensuite », avait-

KAREMBEU, KANAK

elle martelé, persuadée que le foot n'était pas un métier. À ses côtés, son mari, Paul Karembeu, se tenait droit et silencieux. Il était fier. Sportif accompli, footballeur talentueux, cet instituteur aurait rêvé d'être à la place de son fils.



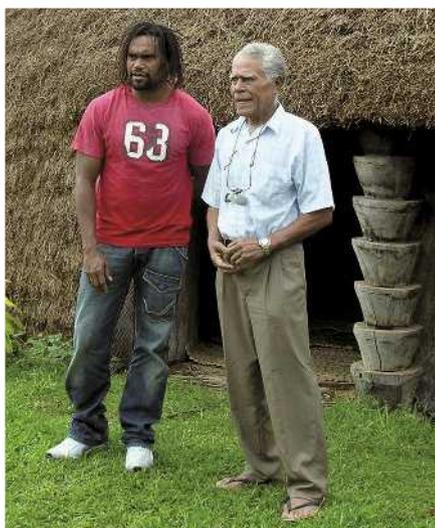
Avec plusieurs autres joueurs de France 98, Zinedine Zidane a participé au jubilé de Christian. Des danseurs kanak, en costume traditionnel, les ont accueillis à l'occasion d'une réception à l'hôtel de la province Sud. © Marc Le Chelard



Pascal Vahirua, Robert Pirès, Aimé Jacquet, Lionel Charbonnier et Bixente Lizarazu, lors du jubilé de Christian. © Marc Le Chelard



Le footballeur a fabriqué une balle en feuillage et en toiles d'araignée, semblable à celles dans lesquelles il a donné ses premiers coups de pied.
© Le Rayon Vert



Christian en compagnie du grand chef kanak du district du Wetr à Lifou, Paul Sihaze, décédé en juillet 2008.
© Le Rayon Vert